

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 19/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HENDRICKSON FRANCE (ex Frauenthal)

7 avenue des forges
BP 1
90700 Châtenois-les-Forges

Références : UID257090/SPR/MV/2024-0715A
Code AIOT : 0005901380

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2024 dans l'établissement HENDRICKSON FRANCE (ex Frauenthal) implanté 7 avenue des Forges BP 1 90700 Châtenois-les-Forges. L'inspection a été annoncée le 26/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2024 sur les composés organiques volatils, elle a également été l'occasion de faire un point sur les risques accidentels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENDRICKSON FRANCE (ex Frauenthal)

- 7 avenue des Forges BP 1 90700 Châtenois-les-Forges
- Code AIOT : 0005901380
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société HENDRICKSON FRANCE a repris le 17 janvier 2015 le site industriel exploité jusqu'alors par la Société FRAUENTHAL AUTOMOTIVE FRANCE située à CHÂTENOIS-LES-FORGES, elle est spécialisée dans la fabrication de ressorts à lames et de bras de suspension pour les véhicules poids lourds.

Les procédés de fabrication sont essentiellement le travail mécanique des métaux et l'application de peintures.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Air COV
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Respect des VLE - tableau des VLE	AP Complémentaire du 05/01/2017, article 3.2.3 et 3.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
10	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
11	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
13	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
3	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
4	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Sans objet
5	Surveillance des rejets -	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	mesure		
6	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
7	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
9	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a pu être constaté lors de la visite, que les derniers rapports de vérification des rejets atmosphériques mettent en évidence des dépassements des VLE pour les COV ainsi que des vitesses d'éjection insuffisantes.

Par ailleurs, l'exploitant ne dispose pas d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les zones de risques et n'a pas été en mesure de présenter un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus.

Il apparaît également que l'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des moyens de défense contre l'incendie prescrit dans l'arrêté préfectoral du 05/01/2017 notamment en ce qui concerne la présence de 5 hydrants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : L'exploitant a présenté le jour de la visite un plan du site avec les différents points de rejet atmosphérique au niveau notamment des fours, des laminoirs, des cabines de peinture, de la grenailleuse et de la cintreuse. Il a pu être constaté lors de la visite que les conduits et installations raccordées mentionnées à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 05/01/2017 correspondent bien à ce qui a été vu sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
Prescription contrôlée : [...] Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : Le site dispose d'un bâtiment dédié au stockage de peinture, disposé sur rétention. Il a pu être constaté que les pots de peinture étaient bien bouchés et disposés dans des conteneurs spécifiques pour les maintenir à bonne température.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement des fumées - conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
Constats : Le site ne dispose pas d'installation de traitement de fumées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traitement des fumées - matériel disponible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a pu être constaté lors de la visite que l'établissement dispose d'une réserve d'une soixantaine de filtres papiers présente au niveau du bâtiment de stockage des peintures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Surveillance des rejets - mesure

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de la visite le dernier rapport de mesures des rejets atmosphériques référencé G0011230221-01-2 en date du 8 juin 2023 réalisé par MAPE. Les analyses ont été effectuées par le laboratoire MAPE agréé et accrédité pour les analyses (accréditation COFRAC n°1-6837 et n°1-1678). L'exploitant a également transmis les rapports de mesures des rejets atmosphériques pour les années 2022 et 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Surveillance des rejets - programme

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats :</p>

Le rapport de mesures des rejets atmosphériques référencé G0011230221-01-2 en date du 8 juin 2023 réalisé par MAPE indique que pour la mesure des COV la norme de référence prise en compte est la NF EN 12619 et que pour les COVnm il s'agit de la norme XP X 43-554.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets - justification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les rapports des contrôles des rejets atmosphériques de l'année 2023 réalisés par MAPE, font état de dépassement des VLE pour les COVNM pour la cabine ligne peinture 1789, pour le flux en COVNM de la ligne 1789 (étuve, cabine et broirie) et de vitesses d'éjection insuffisantes pour les lignes broirie peinture 1789, cabine peinture 1789, étuve peinture 1789, HEUSER 1 sortie vapeurs d'huile bac de trempe, cabine peinture PLL/078 et étuve ligne peinture PLL/078.

Il apparaît au travers de l'analyse des rapports des années précédentes (2022 et 2021) que les vitesses d'éjection insuffisantes avaient déjà été relevées ainsi que des dépassements de VLE pour les COVNM au niveau de la cabine ligne peinture 1789.

L'exploitant a expliqué lors de la visite avoir mis en place un plan de maintenance plus régulier au niveau du changement des filtres, de la vérification des turbines et courroies, qui va être intégré au sein de la GMAO.

Il pense que les dépassements de VLE et les vitesses d'éjection insuffisantes sont liés à un problème de vieillissement.

L'exploitant a fait intervenir un consultant expert en peinture afin de travailler sur le sujet.

Les prochaines mesures de contrôle des rejets atmosphériques seront effectuées en octobre 2024 et permettront de déterminer si les mesures mises en place par l'exploitant ont permis de résoudre les problèmes de dépassements de VLE et de vitesse d'éjection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des VLE - tableau des VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/01/2017, article 3.2.3 et 3.2.4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

Cheminée	Vitesse mini d'éjection en m/s
ligne 078 cabine	7.8

ligne 078 étuve	7.1
ligne kp	5.3
dépoussiéreurs grenailleuse	0.9
four hillé	/
trempe heuseur 1	15.8
trempe heuseur2	10.8
cabine 1789	11.6
broirie 1789	6.8

etuve 1789	11.3
------------	------

- Activités d'application et de séchage de peinture :

concentrations en mg/Nm3 par cheminée	
COVNM	100

-

- Travail mécanique des métaux (laminoirs, enrouleurs, cintreuses) :

concentration en mg/Nm3	
Poussières	50
NOx	100
CO	100

Grenailleuses

Concentrations en mg/Nm3	
poussières	50

-

Constats :

Les rapports d'analyse des rejets atmosphériques réalisés par MAPE et présentés par l'exploitant au cours de la visite d'inspection ont portés sur les conduits suivants :

- Broirie, cabine et étuve ligne peinture 1789
- Broirie, cabine et étuve ligne peinture 1500
- Heuser 1 sortie vapeurs d'huile bac de trempe
- Heuser 2 sortie vapeurs d'huile bac de trempe
- cabine peinture PLL/078
- étuve ligne peinture PLL/078

Les conduits mentionnés dans l'arrêté préfectoral et dans les rapports MAPE ne comportent pas les mêmes dénominations. L'exploitant veillera, en lien avec MAPE, à établir la correspondance.

Il a pu toutefois être constaté lors de la visite, que l'ensemble des conduits a bien fait l'objet de la surveillance imposée dans l'arrêté préfectoral.

Le rapport MAPE référencé G001230221-01-2 du 8 juin 2023 fait état de dépassement des VLE en ce qui concerne :

- la cabine ligne de peinture 1789 : moyenne en concentration en COVNM : 153 mg/Nm³ (VLE à 100 mg/Nm³).

Il est à noter que les rapports des contrôles des rejets atmosphériques de 2022 et 2021 faisaient déjà état de dépassement respectivement de 119 mg/Nm³ et 124 mg/Nm³ en moyenne.

- broirie ligne peinture 1789 : vitesse d'éjection de 5,4 m/s (pour une vitesse minimale d'éjection de 6,8 m/s)

- cabine ligne peinture 1789 : : vitesse d'éjection de 10,8 m/s (pour une vitesse minimale d'éjection de 11,6 m/s)

- étuve ligne peinture 1789 : vitesse d'éjection de 8,1 m/s (pour une vitesse minimale d'éjection de 11,3 m/s)

- ligne 1789 (broirie + cabine + étuve) : flux massique en COVNM (kg/h) de 4,83 (VLE à 4 kg/h)

- HEUSER 1 sortie vapeurs d'huile bac de trempe : vitesse d'éjection de 15,3 m/s (pour une vitesse minimale d'éjection de 15,8 m/s)

- Cabine ligne peinture PLL 078 : vitesse d'éjection de 4,6 m/s (pour une vitesse minimale d'éjection de 7,8 m/s)

- étuve ligne peinture PLL 078 : vitesse d'éjection de 6,9 m/s (pour une vitesse minimale d'éjection de 7,1 m/s)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 8 mois

N° 9 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

L'exploitant a transmis sur GEREP les résultats du plan de gestion de solvant avec pour l'année 2023, 21 tonnes de solvants consommés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à transmettre dans un délai de 15 jours le détail du plan de gestion de solvant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives en matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.</p> <p>Le stockage des peintures est réalisé dans un bâtiment spécifique éloigné de 10 mètres au moins des bâtiments de production.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le jour de l'inspection un plan général des ateliers et des stockages indiquant les risques.</p> <p>Il a pu être constaté lors de la visite que le stockage des peintures est bien réalisé dans un bâtiment spécifique éloigné des bâtiments de production.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans un délai de 30 jours, un plan général des ateliers et des stockages indiquant les risques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>

Constats :
<p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité au travers du logiciel SEIRICH, elles sont également disponibles en format papier au sein de l'infirmerie.</p> <p>En revanche l'exploitant ne dispose pas d'un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans un délai de 30 jours, le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel sera annexé un plan général des stockages.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 <p>Un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation.</p> <p>L'exploitant devra ainsi disposer des moyens minimaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 hydrants assurant un débit de 60 m3/h pendant 2 heures, en fonctionnement simultané. - 3 plateformes de pompage équipées pour permettre la mise en place des moyens de pompage (2 situées sur le canal usinier et 1 sur la Savoureuse). <p>Les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais trimestriels. Les résultats de ces essais sont consignés dans un registre prévu à cet effet.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les installations doivent être complétées par des extincteurs judicieusement répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait réaliser des tests annuels par le SDIS au niveau des plateformes de pompages. Le dernier rapport date du 28/03/2024 et indique que 2 prises d'eau sont conformes en revanche une prise d'eau est non-conforme du fait d'un débit insuffisant lié à un problème de vase. La non-conformité n'a pas été levée à ce jour par l'exploitant. L'exploitant a également indiqué que le SDIS mentionne la nécessité de refaire les tests en période de sécheresse afin de s'assurer que le débit est suffisant au niveau de la Savoureuse dans un tel contexte. Par ailleurs, la fréquence des essais trimestriels n'est pas respectée.</p> <p>Il a pu être constaté lors de l'inspection la présence effective de 3 plateformes de pompage dont deux au niveau du canal usinier et une au niveau de la savoureuse. En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si le site dispose bien de 5 hydrants assurant un débit de 60 m3/h pendant 2 heures en fonctionnement simultané.</p> <p>Le site dispose d'extincteurs répartis à l'intérieur des installations, ceux-ci ont été vérifiés le 7 juin 2024 par la société Caron Sécurité.</p> <p>Le site dispose également de Robinet d'incendie armés vérifiés le 9 février 2024 par la société Caron Sécurité et d'un système de désenfumage vérifié le 24 avril 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 30 jours, les éléments justifiant qu'il dispose de moyens de défense et de lutte contre l'incendie suffisant et en conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 13 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de la visite le rapport de vérification des installations électriques réalisé par Bureau Veritas le 18/09/2023 ainsi que le certificat Q18 du 20/09/2023 indiquant que les installations peuvent entraîner un risque. Les dangers concernent notamment l'absence de dispositif de lutte contre les sur-intensité, un dysfonctionnement au niveau du courant résiduel ainsi que la présence de poussière au niveau des armoires.</p>

<p>L'exploitant a mis en place un plan d'action au niveau du service maintenance qui a été décliné. Considérant les actions mises en place par l'exploitant pour revenir à la conformité, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre le prochain Q18 afin de s'assurer que les installations électriques ne peuvent pas engendrer de risque.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le prochain certificat Q18 dans un délai de 30 jours la réception de celui-ci .</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>